

Trois mille microprojets pour les femmes et filles qui ont flirté avec les armes dans le cadre des différentes crises que la Côte d'Ivoire a connues, depuis 2002.

L'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (Addr), en collaboration avec le ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant et l'état-major général des Frci, a ainsi décidé de tendre la perche aux ex-combattantes.

Dans un communiqué de presse qui nous est parvenu dimanche, via internet, l'Addr précise que les bénéficiaires de ces microprojets seront dotées d'équipements et matériel (fours améliorés, congélateurs, machines à coudre, moulins, casques de coiffure... ) et d'un financement pour la mise en œuvre de leurs activités économiques.

Mais le document souligne que pour bénéficier de cette réinsertion socioéconomique, ces ex-combattantes devront se faire identifier. Pour ce faire, une opération leur est destinée.

Elle s'ouvre aujourd'hui même dans les bureaux régionaux et antennes départementales de l'Addr sur toute l'étendue du territoire national et prend fin samedi prochain. Les ex-combattantes devront se faire enregistrer avec leurs cartes de profilage ou de démobilisation.

«L'inscription et l'éligibilité aux projets et programmes de l'Addr sont entièrement gratuites», rappelle le directeur de l'Addr, Fidèle Sarassoro, dans le texte.